

Mesdames et messieurs,

Chers amis,

Depuis des mois et des années que nous préparons le sommet de l'après Kyoto, nous savons tous, je crois, ce que nous attendons de la réunion de Copenhague, au moins dans les grandes lignes : l'urgence est de mettre un terme à la spirale destructrice dans laquelle l'humanité se trouve plongée.

Les exigences environnementales sont claires, les scientifiques suffisamment unanimes pour que le débat sur les objectifs à atteindre soit aujourd'hui à peu près clos, du moins parmi les convaincus.

L'essentiel est désormais une question de volonté.

Il ne s'agit pas de donner des leçons, ni de douter de la détermination des puissances impliquées dans la négociation de Copenhague. Mais je suis convaincu que les choix difficiles qu'il nous faudra faire ne pourront être accomplis qu'avec le soutien, voire la pression, des sociétés civiles.

Or, nous sommes aujourd'hui dans une situation où la peur paraît trop souvent être le seul moteur de notre action. La crainte d'un cataclysme climatique de plus en plus angoissant n'est contrebalancée que par l'appréhension d'un bouleversement forcément douloureux de nos modes de vie.

Je connais ces sentiments, qui ne sont pas illégitimes. La menace est réelle, les perspectives complexes, l'avenir incertain.

Je crois pourtant que les efforts qu'il nous faut accomplir peuvent être l'occasion de formidables progrès. Progrès écologiques, bien sûr, mais également politiques, économiques et sociaux.

Progrès politique, l'unité qui se fait jour dans le monde autour de la lutte contre le changement climatique. Hier encore inimaginable, cette mobilisation commune des Etats, des entreprises, des hommes et des femmes par-delà les continents trace le chemin d'une action internationale audacieuse et nouvelle.

Parce que le changement climatique est un défi qui concerne autant les pays riches que les pays pauvres - et même si la responsabilité des uns est plus importante que celle des autres -

nous pouvons espérer que cette crise sera l'occasion d'une réinvention de la gouvernance collective du monde. Oui, nous pouvons espérer, je l'espère en tout cas, qu'à Copenhague naîtront les bases d'une mondialisation associant davantage les uns et les autres, une mondialisation plus respectueuse, plus équitable, plus juste - en un mot plus durable.

Les progrès qui s'ouvrent à nous sont également économiques. Pour une économie mondiale fragilisée, la perspective d'une révolution industrielle écologique n'est pas la catastrophe que certains redoutent. Bien sûr, des adaptations seront nécessaires. Bien sûr, des pans entiers de nos économies devront se réinventer, ce qui ne sera pas facile et demandera du temps.

Mais ces évolutions étaient de toute manière rendues inévitables par la raréfaction des combustibles fossiles, sur lesquels nos sociétés industrielles se sont construites depuis deux siècles. Qu'il nous faille anticiper de cinquante ou cent ans la disparition du pétrole n'est pas une régression, c'est au contraire une formidable occasion de repenser nos modes de production et de consommation.

D'ores et déjà, une mobilisation scientifique internationale sans précédent autour des enjeux environnementaux a permis d'accomplir des progrès inespérés. Par un effort unique en temps de paix, l'humanité a réalisé en une quinzaine d'années à peine des avancées technologiques essentielles. Bien sûr, des choses immenses restent à faire, qui seront difficiles. Mais, qu'il s'agisse d'énergies alternatives, de traitement des déchets ou encore de véhicules propres, nous voyons se dessiner les bases d'une croissance nouvelle.

Celle-ci doit être aussi l'occasion de repenser certains travers du capitalisme financier, dont la crise des *subprimes* a récemment révélé les impasses, et que la crise écologique ne peut qu'accentuer.

Nous savons bien que la menace climatique pèse aujourd'hui de manière très inégale sur les individus, fragilisant les plus pauvres, ceux qui vivent dans les conditions les plus exposées, les endroits les plus précaires, et épargnant davantage ceux qui ont les moyens d'adapter leur mode de vie.

Or, pour être efficaces dans la lutte contre le changement climatique, nous aurons besoin de la mobilisation de toutes les énergies. Y compris de ceux qui sont déjà frappés par la pauvreté, par la maladie, par le chômage, et pour lesquels la menace environnementale paraît aujourd'hui bien lointaine...

C'est avec eux qu'il nous faudra agir. Et pour eux surtout, en faisant en sorte que notre effort pour un monde plus durable leur soit également profitable, très concrètement, dans leur vie de tous les jours.

Mesdames et messieurs, Cher amis,

Progrès politique, progrès économique, progrès social : les espoirs que nous pouvons placer dans le sommet de Copenhague et dans le mouvement qu'il insufflera sont grands et nombreux. Je pense pourtant qu'ils sont à notre portée.

Car je crois à la force de l'humanité ; je connais sa capacité à se surpasser dans des circonstances exceptionnelles. Après tout, la tragédie de la seconde guerre mondiale n'a-t-elle pas débouché sur une ère exceptionnelle de progrès, de la construction de l'ONU aux trente glorieuses ?

Les objectifs de Copenhague seront-ils facile à atteindre ? Certainement pas. Mais il n'y a qu'ainsi que nous progresserons. Vous qui vivez chaque jour la compétition économique, vous le savez mieux que quiconque : c'est toujours de la contrainte que naît l'innovation, pas du confort. Dans ce domaine comme dans d'autres, c'est la difficulté de notre tâche qui nous obligera à faire preuve de courage et d'inventivité. C'est pourquoi nous devons être confiants et déterminés.

Je vous remercie.